

REVUE DE L'INSTITUT
FRANÇAIS D'HISTOIRE
EN ALLEMAGNE

Revue de l'IFHA

Revue de l'Institut français d'histoire en Allemagne

6 | 2014
IFHA 6

L'école d'hiver du projet fédératif de recherche franco-allemand « Saisir l'Europe – *Europa als Herausforderung* »

Francfort-sur-le-Main, Université Goethe, 18 au 21 février 2014

Daniel Schönflug

Traducteur : Pierre Monnet



Édition électronique

URL : <http://journals.openedition.org/ifha/7982>

DOI : 10.4000/ifha.7982

ISSN : 2198-8943

Éditeur

IFRA - Institut franco-allemand (sciences historiques et sociales)

Édition imprimée

Date de publication : 31 décembre 2014

ISSN : 2190-0078

Référence électronique

Daniel Schönflug, « L'école d'hiver du projet fédératif de recherche franco-allemand « Saisir l'Europe – *Europa als Herausforderung* » », *Revue de l'IFHA* [En ligne], 6 | 2014, mis en ligne le 31 décembre 2014, consulté le 30 avril 2019. URL : <http://journals.openedition.org/ifha/7982> ; DOI : 10.4000/ifha.7982

Ce document a été généré automatiquement le 30 avril 2019.

©IFHA

L'école d'hiver du projet fédératif de recherche franco-allemand « Saisir l'Europe – Europa als Herausforderung »

Francfort-sur-le-Main, Université Goethe, 18 au 21 février 2014

Daniel Schönplflug

Traduction : Pierre Monnet

NOTE DE L'ÉDITEUR

Traduit par Pierre MONNET (EHESS, Paris/ IFHA, Francfort)

- 1 Depuis octobre 2012 s'est constitué un réseau de recherche intitulé « *Saisir l'Europe – Europa als Herausforderung* » (www.europa-als-herausforderung.eu) regroupant sept institutions majeures et actives dans la coopération scientifique entre la France et l'Allemagne : le Centre Marc Bloch et l'université Humboldt de Berlin ; l'Institut Français d'Histoire en Allemagne et l'université Goethe de Francfort ; le CIERA, la Maison des sciences de l'homme et l'Institut Historique Allemand de Paris. Cette fédération est coordonnée par un organe de pilotage franco-allemand conduit de part et d'autre par Gabriele Metzler (Université Humboldt, Berlin) et Michael Werner (EHESS, Paris). Entouré de nombreux autres partenaires de coopération, ce réseau s'est donné pour objectif de penser à nouveaux frais et sur d'autres bases, essentiellement à partir des sciences sociales, le modèle européen de construction politique et sociale aujourd'hui fondamentalement remis en cause dans le débat public. Appartient clairement à cette démarche l'examen, dans un premier temps, des catégories et des méthodes relevant des périmètres centraux des « études européennes », mais en fait également partie la compréhension de la situation actuelle à partir de la prise en compte de son devenir

historique considéré dans la longue durée. Cette approche entend se réaliser à travers trois champs d'enquête respectivement portés par un groupe de recherche franco-allemand. Le premier est consacré à l'État social, si crucialement installé au cœur du projet européen, dont les défis auxquels il est confronté ne datent toutefois pas seulement de la crise des dettes publiques mais sont constitutifs des problèmes sociaux et politiques qui se posaient au moment de son émergence dans la crise profonde de la fin du XIXe siècle. Le deuxième axe s'intéresse aux concepts et aux politiques de durabilité, érigé certes par l'Europe en objectif commun prioritaire mais cependant confronté aux tensions pratiques nées des conflits d'intérêts entre l'Union européenne et une palette d'acteurs très divers. Le troisième sous-projet est dédié aux violences exercées dans les espaces urbains, violences certes déjà présentes auparavant mais exacerbées par les effets de la crise. Il s'agit là de défis posés à la promesse de paix et de sécurité formulée à l'origine même du projet européen et dont les attendus, au-delà de la réalité des tensions de type étatique ou non étatique, remontent jusqu'au Moyen Age. Il importe donc de prendre en compte la profondeur historique au sein même des trois axes car le projet européen n'est pas seulement traversé aujourd'hui, mais en vérité depuis des siècles déjà, par la tension résultant du rapport dynamique entre les crises et leurs perceptions. Ce projet fédératif de recherche est porté et financé conjointement par les deux Ministères français et allemand de la recherche (BMBF et MESR).

- 2 La rencontre annuelle, organisée pour son édition 2014 sous la forme d'une école d'hiver, constitue un moment fixe et capital du travail du réseau « *Saisir l'Europe - Europa als Herausforderung* ». La manifestation qui s'est tenue du 18 au 21 février 2014 à l'invitation de l'université et de l'Institut Français d'Histoire en Allemagne de Francfort pour réunir les chercheurs et doctorants chargés de présenter leurs travaux et d'échanger en français, en allemand et en anglais pendant des ateliers et des sessions plénières, avait pris pour thème les fondements épistémologiques mêmes du projet sous le libellé « Saisir l'Europe : méthodes et concepts dans la mise en réseau interdisciplinaire ». Cette rencontre a bénéficié du soutien financier de l'Université Franco-Allemande.
- 3 Dans leurs propos introductifs, Mathias Lutz-Bachmann, Vice-Président de l'université Goethe de Francfort, et Pierre Monnet, Directeur de l'Institut Français d'Histoire en Allemagne, l'un et l'autre porteurs du sous-projet francfortois consacré à la durabilité, ont exposé le concept et le déroulement de la rencontre et adressé leurs remerciements à Anahita Grisoni, Rosa Sierra et à leurs collaboratrices, ainsi qu'à Ursula Johannsen pour l'organisation et la préparation conceptuelle sur place des travaux et débats.

1. Les concepts-clés des débats politiques, sociaux et scientifiques sur l'Europe

- 4 L'architecture des quatre journées était ordonnée autour de trois sessions plénières consacrées à la discussion des questions conceptuelles et définitionnelles soulevées par le projet. Falk Bretschneider (« Saisir L'Europe »/MSH-EHESS) et Daniel Schönplflug (« Saisir L'Europe »/CMB) ont tour à tour élucidé le libellé du projet fédératif pour montrer en quoi l'Europe de la deuxième décennie du XXIe siècle constituait un défi de pensée pour les sciences sociales. L'un et l'autre en ont conclu qu'il n'était pas nécessaire, pour penser la crise actuelle, de procéder à une refonte des « études européennes » ou de « l'euro péistique ». Ils n'en ont pas moins souligné le scepticisme qui, à la mesure des

ébranlements actuels, a saisi les approches tant normativement que politiquement connotées de l'objet européen. La crise actuelle montre en effet que les discours et les représentations téléologiques, unidimensionnelles et essentialistes de l'Europe sont remises en question par la montée de l'euroscepticisme, des processus de re-nationalisation et par les relations de plus en plus agonales entre l'Europe et le reste du monde. Dans cette mesure, il conviendrait au contraire de placer au commencement de toute démarche scientifique une opération de déconstruction des concepts d'Europe et, pour le dire avec les mots de Dipesh Chakrabarty, de « provincialisation », c'est-à-dire d'analyser l'Europe comme un projet chronologiquement, spatialement et idéologiquement situé et de l'insérer dans un contexte global. Penser l'Europe comme un défi suppose parallèlement d'inclure dans l'analyse sa propre position au sein du champ scientifique, laquelle ne peut plus être seulement définie comme nationale. Autrement dit, il convient d'intégrer dans la démarche les conditions matérielles et intellectuelles d'une recherche sur l'Europe en Europe et d'ériger celles-ci en un élément capital du processus heuristique lui-même.

- 5 Heike Winters (« Saisir l'Europe »/Université Humboldt) et Karim Fertikh (« Saisir l'Europe »/EHESS, Paris) ont d'emblée placé au cœur des discussions et de la recherche sur l'État social le concept répandu d'europanisation. Dans la recherche courante, celui-ci est surtout employé dans une macro-perspective, aboutissant à regarder de manière limitée comment les politiques européennes opèrent leur implémentation au niveau national. L'exposé s'est attaché pour l'essentiel à souligner le caractère limité d'une approche concentrée seulement sur les effets de gouvernance. En effet, l'étude des conséquences des politiques européennes sur les acteurs mêmes, et donc la prise en compte de la profondeur des effets sociaux de l'europanisation ne peuvent être observées qu'en incluant une micro-perspective. C'est par ce biais seulement qu'il est possible d'enrichir la compréhension de l'europanisation comme un processus venu d'en haut par la prise en compte du contre-mouvement d'un processus surgi d'en bas.
- 6 C'est d'une manière tout aussi primordiale et fondamentale qu'a ensuite été présentée la thématique de la durabilité. Rosa Sierra (« Saisir l'Europe »/Université de Francfort) s'est attachée au rôle joué par l'Union européenne dans la transcription politique du principe de durabilité. Pour cela, elle est partie de la thèse de Jürgen Habermas pour lequel la politique environnementale ne peut qu'être traitée au niveau supranational, puisque par nature les problèmes de cette nature ne peuvent trouver une solution nationale. En ce sens, Habermas mise sur un processus d'intégration européenne comme condition même d'une capacité collective d'action. Pour autant, il estime – au contraire d'Edmund Husserl – que la question d'une identité européenne ne peut que brouiller les choses. A partir de ces deux positions, l'exposé s'est attaché à montrer dans quelle mesure le principe de durabilité pouvait constituer l'objectif d'un débat politique commun à l'Union européenne et former pour partie un idéal normatif partagé dans la culture européenne. Dans son commentaire, Mathias Lutz-Bachmann (« Saisir l'Europe »/Université de Francfort) a élargi la portée du problème en faisant de la responsabilité européenne de durabilité un principe non seulement de dimension européenne mais également extensible à l'échelle de la communauté mondiale des États.
- 7 Anahita Grisoni (« Saisir l'Europe »/ENS Lyon) a enrichi le débat en introduisant deux autres notions conceptuelles politiquement et socialement lourdes, celles d'environnement d'une part et d'écologie de l'autre. Elle a commencé sa présentation en montrant que la représentation commune suivant laquelle les problèmes

environnementaux seraient en Allemagne mieux considérés et traités de manière plus efficace posait un problème. Elle a pris pour cela appui sur des études récentes montrant combien en Allemagne existait un fossé entre les discours et les réalisations pratiques et combien les comparaisons entre la France et l'Allemagne en la matière étaient entravées par l'usage inadéquat d'une multitude de concepts parallèles et apparentés. Dans son commentaire, Pierre Monnet (« Saisir l'Europe »/EHESS et IFHA) a fait valoir l'apport que pouvaient représenter la méthode d'une « histoire croisée » des concepts et celle de leur mise en perspective historique. Une histoire des discours portés sur ces phénomènes autoriserait, selon lui, la mise au jour de grands récits dominants et le dévoilement des métamorphoses historiques à l'œuvre au sein du rapport entre nature et culture.

- 8 La discussion a ensuite continué de porter le 20 février sur les concepts-clés nécessaires à la compréhension problématique du libellé « L'Europe comme défi ». Teresa Koloma Beck (« Saisir l'Europe »/Centre Marc Bloch) s'est attachée à examiner le rapport complexe et paradoxal entretenu par la modernité européenne avec la violence. Depuis le XVIII^e siècle, cette relation est caractérisée par la contemporanéité d'un rejet croissant des actes de violence dans la pensée européenne d'une part et d'un développement d'excès récurrents et technologiquement perfectionnés de violence de l'autre. L'exposé s'est penché sur les raisons pour lesquelles pendant longtemps les sciences sociales n'ont pas défini la violence comme un objet de leur recherche et ont donc été impliquées dans ce paradoxe. Teresa Koloma Beck a pu ainsi montrer quels défis étaient par ce biais posés à l'émergence d'un positionnement éthique des recherches sur la violence. Fabien Jobard (CESDIP, Versailles) est venu souligner à son tour la thèse d'une dissimulation de la violence dans les discours modernes sur la société et a renvoyé aux conséquences pratiques et politiques de ce recouvrement pour la genèse et la prévention de la violence.

2. Des concepts aux méthodes

- 9 Tant dans les sessions plénières que pendant les ateliers, c'est finalement la question de savoir comment la recherche pouvait rendre opératoires les concepts-clés dégagés dans des processus et des approches concrètes, c'est-à-dire le passage des concepts aux méthodes, qui a retenu l'attention.
- 10 Dans cette perspective, le spécialiste des sciences économiques, Gabriel Colletis (LEREPS, Toulouse), a présenté une méthode de déconstruction des dogmes économiques dominants élaborée en commun avec sa collègue Maryse Salles (LEREPS, Toulouse). Il a pu ainsi attribuer à ces dogmes un rôle majeur dans l'éclatement de la crise bancaire, et a proposé de distinguer entre « normes », « principes » généraux et « dogmes » qui en assurent la fabrication. Il a également montré, à l'exemple de la construction politique de l'institution de l'« entreprise », combien sa perception et son interprétation pouvaient changer sous l'emprise de différents dogmes.
- 11 Arnaud Lechevalier (Université de Paris I), lui aussi spécialiste des sciences économiques, s'est concentré sur la signification particulière des méthodes comparatives dans la recherche consacrée à l'État social européen et, pour ce faire, a mis en regard plusieurs approches comparatives. Il a alors proposé une troisième voie entre l'approche nomothétique de Durkheim et celle idiographique de Weber, afin de procéder à l'analyse de l'État social entre la France et l'Allemagne depuis sa fondation. Au cours de son exposé, Arnaud Lechevalier a pris particulièrement soin de relever les difficultés d'une comparaison franco-allemande, non seulement parce qu'elle est traversée par des

intérêts politiques et idéologiques fondamentalement différents, mais aussi par des difficultés et des limites terminologiques de traductibilité. Comment harmoniser ainsi des concepts nés dans un contexte spécifique et historique propre à la France et à l'Allemagne avec les équivalents terminologiques anglais qui dominent le discours de l'Union européenne ? Arnaud Lechevalier n'en accorde pas moins d'importance à la nécessité d'études comparatives, d'autant plus prometteuses qu'elles se sont forgées dans l'interaction développée entre ces pays respectifs, ce qui les rend compréhensibles à la lumière des méthodes issues d'une « histoire croisée ».

- 12 Pour mieux saisir l'État social, Ariane Jossin (« Saisir l'Europe »/Irice) et Hadrien Clouet (CSO) ont fait état dans leur présentation d'une méthode heuristique récemment déployée en France, et pas seulement dans ce champ, à savoir celle de l'ethnographie des institutions étatiques. Cette direction de recherche s'inspire de l'outillage de l'ethnologie et de la microsociologie, couplée à une sociologie des institutions. Le lieu privilégié d'une telle observation est le « guichet » (par exemple d'une agence pour l'emploi, ou d'un commissariat de police), où se noue une rencontre concrète entre l'État et le citoyen. C'est là que peut se manifester l'influence de la bureaucratie et des normes juridiques dans une situation concrète de négociation et d'interaction avec l'intéressé. Travailler selon une telle méthode suppose de travailler sur le terrain, c'est-à-dire de se plonger en immersion dans le monde du guichet. Le commentaire formulé par Ulrich Bielefeld (Hamburger Institut für Sozialforschung) a souligné, au-delà des indéniables acquis de connaissances ainsi permis, les problèmes liés à cette concentration sur un champ très circonscrit. Seule l'inscription systématique de cas particuliers dans un contexte institutionnel et social élargi peut fournir l'étalon significatif de mesure de résultats isolés.
- 13 Un atelier spécifique a consacré son attention à la pertinence de l'emploi des méthodes statistiques en sciences sociales. Au cœur des discussions figuraient des textes d'Alain Desrosières, de Theresa Wobbe et d'Adam Tooze présentés par les organisateurs du workshop. Les échanges qui ont suivi ont porté pour l'essentiel sur l'historicité des données statistiques, des méthodes de mesure et de calcul et des institutions qui les produisent. Parallèlement, des débats très animés ont tourné autour des catégories et concepts mêmes de la statistique, c'est-à-dire de leur élaboration et de leur utilisation tant dans le contexte européen que national de leur genèse. Des exemples précis tirés d'une documentation extraite des statistiques sociales sont venus enfin clore et approfondir la discussion générale.
- 14 Susanne Börner, Anaïs Volin et Eva Weiler (« Saisir l'Europe »/Université de Francfort) ont ensuite orienté les travaux en direction des possibilités de coopérer en transcendant les limites disciplinaires, un saut particulièrement nécessaire si l'on s'attache à la question de la « durabilité » dont il semble impossible de situer le lieu conceptuel central. Pour cela, elles furent amenées à distinguer entre différents modes de transgression tels que la multi-, l'inter- et la transdisciplinarité. Michael Werner (« Saisir l'Europe »/EHESS) a placé quant à lui l'accent sur le nécessaire travail d'intégration transdisciplinaire des compétences environnementales dans une « science de l'environnement ».
- 15 Dans son exposé de fin de journée, Amos Nascimento (University Tacoma Washington) a également traité de cet ensemble problématique. Il a centré son propos sur l'obligation ontologique de dépasser les frontières nationales et disciplinaires pour penser les solutions liées à la maîtrise globale des problèmes environnementaux. Dans ce cadre, il a assigné aux sciences sociales, et parmi elles avant tout à la philosophie, le premier rôle dans ce processus intégratoire de décloisonnement des disciplines. Plus concrètement, il

en a appelé à la fondation d'une nouvelle discipline, celle des « Humanités environnementales », dont il estime qu'elle est seule à même de comprendre et de synthétiser tout ensemble les dimensions biologiques, techniques, politiques et ethniques d'une telle complexité.

- 16 Deux ateliers ont été consacrés au champ des études sur la durabilité dont on a pu observer que la compréhension était tendue entre une approche par les concepts philosophiques d'un côté et ceux d'une appréhension politique et économique de l'autre. Sur le plan conceptuel, la relation entretenue entre la « durabilité » d'une part et le « développement durable » de l'autre a été analysée, pour montrer que la différence qui les sépare recouvre davantage que la simple distinction langagière entre une situation d'un coté et une évolution de l'autre. Au contraire, chaque notion est chargée d'une tradition et d'un poids normatifs étendus, dans un sens positif comme négatif. Ainsi le concept de « développement durable » est-il entendu à la fois comme une forme englobante de responsabilité collective engageant les générations futures, mais aussi comme une notion que l'on accuse de masquer des intérêts économiques. La définition fondamentale de la durabilité quant à elle repose dans son ancrage temporel d'une part et spatial de l'autre dans la mesure où son périmètre incorpore toujours des phénomènes limités, tant localement que régionalement ou même globalement. Il en résulte que les rapports entre durabilité et étaticité doivent être élucidés tant il est vrai que, même si la durabilité ne se transcrit pas seulement dans un cadre étatique, l'action gouvernementale n'en constitue pas moins un élément central du développement durable et de la « justice environnementale », nationalement comme internationalement. Tout aussi cruciale se révèle l'analyse de l'emploi de concepts relevant de l'économie, que l'on retrouve dans la notion de « modernisation écologique ».
- 17 Enfin, dans le cadre du troisième axe thématique consacré aux « violences urbaines », les approches méthodologiques ont pour l'essentiel fait l'objet des deux ateliers dédiés, notamment pour comparer et tester la pertinence d'emploi de démarches empruntées aux sciences politiques, à la sociologie, à l'ethnologie et à l'histoire. Pour en discuter, Gerd Schwerhoff (Université technique de Dresde) a d'abord choisi de s'appuyer sur un texte-clé, celui de Nathalie Zemon Davis sur les « *Rites of Violence* ». Ulrich Bielefeld (Hamburger Institut für Sozialforschung) s'est également impliqué dans les échanges sur le croisement des méthodes appliquées à l'étude de la violence en histoire, en sociologie, en politologie et en ethnologie. Les débats ont porté successivement sur les notions d'espace de la violence (Baberowski/Felix Schnell), d'ordre de la violence (Koloma Beck/Schlichte), de communautés de violence (Speitkamp) et de marché de la violence (Elwert). Ces notions, certes apparentées mais nullement coïncidentes, reposent sur une approche phénoménologique de la violence telle qu'ont pu la développer d'abord Wolfgang Sofsky puis Trutz von Trotha. Toutes ces entrées ont pour point commun de s'intéresser davantage aux pratiques de violence qu'à leurs causes ou à leurs conséquences, et à lire les premières comme des formes d'interaction sociale. De la même manière et conséquemment, ces concepts supposent tous de ne pas seulement considérer la violence « *ex negativo* », c'est-à-dire comme une absence de civilisation, de gouvernance centrale et d'ordre en général, mais de la définir comme un état social *sui generis*, c'est-à-dire comme une forme spécifique d'espace social, comme une forme d'ordre et comme une variante de processus de sociation/socialisation et de représentation de la société, bref comme une forme jusqu'à présent peu étudiée de transaction économique.

- 18 Cette école d'hiver, qui a en outre permis aux quelque 20 doctorants répartis entre les axes thématiques de présenter leurs propres projets de recherche et d'en discuter avec les spécialistes présents, peut être considérée comme une entrée tout a fait réussie en matière, dans la phase maintenant centrale de la réalisation du projet fédératif. Les impulsions données et reçues pendant cette rencontre tenue dans l'université de Francfort continueront d'influencer et d'accompagner le travail respectif des trois sous-projets. La question, semble-t-il, n'est plus désormais de savoir si les transformations actuelles de l'Europe auront ou non des conséquences sociales mais lesquelles et de quelle nature. Une première réponse a pu être livrée au cours de cette école d'été : il importe de décrypter de manière critique et réflexive les concepts-clés et de repenser à nouveaux frais les grands récits de cette histoire. C'est seulement de cette manière que les résultats de la recherche empirique pourront se déployer sur un nouvel arrière-plan, tant la science s'est jusqu'à présent reposée implicitement et commodément sur le modèle et la certitude d'un projet politique inéluctable et tourné vers le progrès et l'avenir.
- 19 La prochaine rencontre, organisée sur place par le CIERA, de tout le réseau se tiendra quant à elle du 29 septembre au 2 octobre 2015 au Moulin d'Andé (Normandie, France).
-

AUTEURS

DANIEL SCHÖNPFLUG

(Centre Marc Bloch, Berlin)